

conférence

C
G 75/LIM/15
Novembre 1975

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE ROME

F

Dix-huitième session

Rome, 8-27 novembre 1975

NEUVIEME CONFERENCE BIENNALE EN MEMOIRE DE FRANK L. McDOUGALL

prononcée par Mme Simone VEIL

Rome, le 10 novembre 1975

WM/G2616

Neuvième Conférence biennale en mémoire de Frank L. McDOUGALL
prononcée par Mme Simone Veil -- Rome, le 10 novembre 1975

NOURRITURE ET SANTÉ

"Retrouver l'homme partout où nous avons trouvé ce qui l'écrase".

En commençant cette conférence, je voudrais dédier cette phrase d'André MALRAUX au souvenir de Frank McDOUGALL : la haute idée que Frank McDOUGALL avait de l'homme, et la claire conscience qui était la sienne du poids de certaines détresses, l'ont conduit à prendre une part active à la création de votre Organisation. Son idéalisme rayonnant, accompagné d'un sens aigu des réalités, l'ont guidé dans cette oeuvre qui devait, par la qualité des travaux qu'elle a permis, se révéler féconde et fructueuse.

"Retrouver l'homme partout où nous avons trouvé ce qui l'écrase". Je vous propose que nous retrouvions aujourd'hui l'homme aux prises avec ces deux maux qui restent parmi les plus implacables de ceux qui menacent à tous moments de l'écraser : la faim et la maladie.

La présence de la faim et la persistance de maladies que la science médicale permettrait pourtant de vaincre sont les signes de l'incohérence du monde où nous vivons. Si nos ressources alimentaires atteignent globalement l'étiage de nos besoins, leur répartition est tellement inéquitable entre les différentes nations comme entre les citoyens d'une même nation que la vie d'un grand nombre d'hommes en est profondément affectée. Si la médecine peut porter remède à de nombreuses affections qui étaient hier encore considérées comme incurables, nombreux sont les êtres qui restent oubliés de ces progrès. Ces déséquilibres sont la marque d'une civilisation encore tâtonnante.

Nous ne disposons pas pour nous situer dans le temps d'équilibre de référence. Les sociétés qui nous précédaient étaient certes ramenées à l'équilibre des ressources et des besoins, mais par de grandes épidémies, la mortalité infantile, les famines. Les progrès accomplis dans la santé des hommes ont bouleversé cette stabilité de la misère. Mais notre quête du pain et de la santé pour tous reste inachevée.

Nombreux sont les hommes mal nourris, et les carences dont ils souffrent provoquent de redoutables maladies. Mais à l'inverse, et il faut avoir le courage de le dire, même si cette constatation peut paraître absurde et choquante, à ces maladies provoquées par des déficiences s'opposent des maladies provoquées par des excès ; aux maladies de la pauvreté s'opposent les maladies de l'opulence.

Le déséquilibre est flagrant. Il traduit une certaine situation de nos sociétés. Les maladies de la nutrition ne se présentent pas seulement comme des lésions organiques ou des troubles biochimiques, conséquences d'une cause déterminée qu'un traitement adapté peut guérir. Au-delà de leur expression corporelle souvent douloureuse, de leur contenu affectif et émotionnel, les maladies de la nutrition ont un sens, une signification sociale; expression pathologique des sociétés qui les portent, elles nous concernent tous, malades et médecins, citoyens et responsables.

Même si les problèmes posés par les maladies de la pauvreté et par les maladies de l'opulence sont sans commune mesure, c'est en s'interrogeant sur leur signification sociale, et au-delà d'elles sur la signification profonde de la nourriture, que l'on peut tenter d'esquisser quelques perspectives d'action.

o
o o

La pauvreté profonde frappe environ 800 millions d'êtres qui disposent de moins de 200 dollars par an, d'après les statistiques internationales. Mais ces évaluations masquent des situations vécues, des carences et des drames encore plus nombreux et qui se manifestent même dans les pays industrialisés, à côté des groupes les plus privilégiés. Si l'on peut parler de maladies de la pauvreté, c'est que la malnutrition, qui est la première conséquence de la pauvreté, est aussi le facteur essentiel de nombreuses maladies affaiblissant la résistance de l'organisme aux agressions extérieures ; elle est cause d'une très forte mortalité, tant chez les enfants, principales et premières victimes, que chez les adultes. Une meilleure alimentation serait ainsi pour ceux qui en sont privés la condition nécessaire d'un état de santé satisfaisant. C'est ce que dit un proverbe toscan: "Le remède du paludisme bout dans la marmite".

Nul groupe d'âge n'est plus directement touché par les déficiences alimentaires que celui des jeunes enfants. La mortalité infantile des trois premières années frappe dans de nombreux pays entre un tiers et une moitié des enfants ; elle décime encore les familles.

Les suites d'une malnutrition au cours des premières années de la vie peuvent être profondes et durables.

Dès avant sa naissance, l'avenir d'un enfant est marqué par l'alimentation de sa mère. Très jeune, il est directement affecté par le milieu ambiant dans lequel il naît, par la qualité de l'hygiène et de l'eau qu'il y trouve, par les endémies et les épidémies qui le menacent.

Dans les cas les plus graves, la capacité à apprendre et le développement de l'intelligence peuvent être amoindris. Ces enfants, dont l'autonomie peut être réduite, resteront toujours plus menacés que les autres, leur capacité de résistance étant définitivement affaiblie.

Cette réalité d'un être qui naît à la vie, mais dont la santé est compromise pour toujours parce qu'il lui a manqué le bien le plus élémentaire, un peu de nourriture, est intolérable.

Il n'est pas acceptable qu'une partie de la jeunesse du monde soit composée de survivants de leur génération, pour certains irrémédiablement handicapés dès l'instant de leur entrée dans la vie.

Les déracinés qui participent à la grande migration vers les villes et les métropoles sont eux aussi parmi les plus durement affectés par la malnutrition. La rupture avec le milieu d'origine, le manque d'emploi, le terrible dénuement des bidonvilles forment la toile de fond de l'existence de centaines de millions d'individus vivant dans les grandes agglomérations en marge de l'économie moderne, mais directement touchés par les bouleversements qu'elle détermine - aussi bien dans les pays en voie de développement que dans les pays industriels, puisque nous n'avons pas toujours su accueillir les migrants comme nous le devons. C'est sans doute là que se situent la plus grande misère et les manifestations les plus généralisées de la malnutrition et des maladies qu'elle entraîne.

Les progrès du secteur moderne des économies en voie de développement, l'industrialisation, la révolution verte, n'ont pas toujours eu des effets satisfaisants sur le plan de la redistribution des revenus dans les couches les plus défavorisées de la population. Le démarrage d'un secteur industriel moderne s'accompagne en effet de mouvements massifs de population qui l'emportent de beaucoup sur les emplois créés et le progrès de la production dans les campagnes se fait quelquefois au bénéfice des villes qui en prélèvent le surplus. Le fossé peut ainsi se creuser un peu plus au sein de chaque société entre ceux qui peuvent adopter les modèles de consommation des sociétés les plus avancées et ceux qui restent pris dans l'engrenage de la malnutrition, de l'ignorance et de la misère. Sans doute certains succès ont-ils été remportés au cours de la dernière décennie dans le combat pour l'alimentation. Malgré l'accélération de la croissance démographique, il semble que partout l'offre agricole ait accompagné la demande alimentaire et que globalement, les disponibilités alimentaires par habitant se soient plutôt améliorées au cours de ces dix années. Il semble même que les progrès ont été les plus sensibles là où le déficit était le plus profond. Mais de graves lacunes, à l'évidence, demeurent. La malnutrition est loin d'être vaincue.

o
o o

Sous-développement et malnutrition constituent ainsi pour l'opinion internationale le problème majeur posé par les relations entre alimentation et santé. Mais, alors que la sous-alimentation demeure le souci prioritaire des deux tiers de la population mondiale, la suralimentation émerge progressivement parmi les principales préoccupations des responsables de la santé dans les sociétés industrielles. Il y a là un véritable scandale, que nous ne pouvons ignorer. Alors que le cercle vicieux du sous-développement et de la malnutrition est pour la plus grande partie de l'humanité la cause majeure de la mortalité et de la morbidité, dans nos sociétés, certaines maladies parmi les plus graves sont des maladies de pléthore, liées à l'excès de nourriture, à l'abus de l'alcool ou du tabac.

Je sais que cette constatation peut choquer. Je sais que ceux qui souffrent de maladies de l'opulence ne forment qu'une toute petite fraction de la population mondiale, et qu'ils sont plus malades de mal manger que de trop manger. Je sais aussi - je sais surtout - que dans les sociétés développées, certaines maladies de la pauvreté demeurent: les sociétés industrielles ne savent pas encore, pour leur part, répondre comme elles le devraient aux besoins de tous leurs membres.

Mais il faut savoir aussi que les grandes maladies dont meurent près de la moitié des hommes des nations industrielles, ce sont les maladies cardiovasculaires, tout particulièrement l'infarctus du myocarde et l'artériosclérose.

Or, la suralimentation et une série de déséquilibres nutritionnels sont très fréquemment à l'origine de ces affections. Les comparaisons internationales montrent que les taux de mortalité les plus élevés, pour les maladies du coeur, se trouvent dans les pays où l'apport calorique est le plus volumineux. Une assez forte corrélation apparaît également entre ce taux de mortalité et certains indicateurs de développement économique, comme le revenu national par tête et la consommation d'énergie.

L'alcool et le tabac sont aussi la cause de nombreux décès. En France, par exemple, on a pu estimer que chaque année les affections dues au tabac conduisaient à la perte de 100 000 années de vie humaine, et la mortalité due à l'alcoolisme est encore bien supérieure.

Ces nouveaux fléaux sont d'autant plus difficiles à combattre qu'ils ne résultent pas d'un comportement rationnel, mais qu'ils sont le plus souvent le produit d'une situation sociale complexe.

Les maladies de l'opulence sont des maladies de l'angoisse, de l'anxiété, créées par les conditions de vie dans nos sociétés industrielles. Maladies de l'évasion, de la fuite devant une situation sociale ou familiale difficile et angoissante, elles ont pour origine un refus du réel et de soi. S'il a des causes génétiques, l'infarctus a aussi pour origine un "survoltage" de tout l'organisme, une angoisse de ne pas faire davantage et plus vite, liée à des excès alimentaires et à un abus du tabac. Dans une société où les machines et l'automation devraient diminuer la durée et l'angoisse du travail, jamais les hommes n'ont été plus anxieux de dominer les autres, de s'affirmer et de réussir.

Le médecin reste largement impuissant devant ces maladies du comportement et de l'équilibre de l'être. Les approches spécialisées organe par organe, les drogues touchant effectivement tel mécanisme spécifique n'y peuvent rien. C'est le comportement dans son ensemble, corps et âme, qui est en cause. Le médicament, s'il peut tuer des microbes, remplacer une sécrétion déficiente, calmer momentanément une douleur, ne peut souvent rien contre ces processus globaux qui mettent en cause l'organisme tout entier. Quand le mal est fait, le médecin ne peut à lui seul s'attaquer à ses causes ; il ne peut porter seul remède à ces maladies du "savoir-vivre".

Ainsi, le déséquilibre entre pays en voie de développement et pays industrialisés est encore plus profond qu'il ne paraît : alors que des hommes souffrent et meurent de disette, d'autres sont gravement atteints par l'abus de nourriture, d'alcool et de tabac. Les mêmes oppositions, moins brutales mais tout aussi réelles, se retrouvent à l'intérieur même de chaque pays.

Devant un tel constat, devant tant de vies perdues et de gaspillages, une certaine logique scientifique trouve ses limites et conduit à reposer une question qu'on croyait depuis longtemps résolue : qu'est-ce que la nourriture ?

o
o o

Confrontée à une telle situation, la science souligne aujourd'hui, au-delà de l'apparente simplicité d'un besoin objectif, les composantes sociales du comportement alimentaire.

Ce comportement est, en effet, la résultante complexe de trois types de facteurs : des facteurs physiologiques inconscients ; des facteurs psychosensoriels comme le plaisir de manger, l'appétit ; mais aussi, et même pourrait-on dire surtout, des facteurs sociaux liés à la valeur symbolique que l'homme attache aux aliments qu'il consomme, valeur symbolique codifiée le plus souvent sous forme d'habitudes, de moeurs, de coutumes. Ces habitudes sont acquises dès l'enfance dans le cadre familial : c'est autour de la table de la famille que les aliments prennent pour l'enfant une valeur symbolique qui mêle à leurs qualités propres l'affection de sa mère qui les lui donne.

La mère est au centre de la fête renouvelée qu'est le repas, comme le repas est au centre de la vie. C'est la mère qui prépare les aliments, c'est elle aussi qui souffre d'abord et qui se prive la première quand manque la nourriture. Quand elle a pu en disposer, c'est elle qui appelle la famille pour le repas, qui la rassemble. Voilà les enfants comblés, autant par la nourriture que par la présence de leur mère qui l'offre. Ce sentiment ne les quittera plus ; ils resteront leur vie entière attachés aux aliments qui leur rappellent ceux qu'ils recevaient de ses mains.

Dans la plupart des sociétés, le repas est un des grands moments de la vie collective. Celle-ci s'exprime à travers lui, comme le montre la place qu'il a prise dans nos religions, dans notre histoire et dans nos mythes.

Transmises par la famille, ces habitudes alimentaires sont liées à la culture et à la structure de chaque société. Chacun dans les faits modèle sa consommation sur celle du groupe auquel il voudrait accéder. Des produits nouveaux, parce qu'ils passent pour signe de réussite sociale, remplacent ainsi progressivement des produits traditionnels, alors qu'ils sont plus coûteux et d'une valeur nutritionnelle inférieure. Cette force des modèles sociaux, capable d'infléchir des comportements alimentaires pourtant très stables, est largement utilisée par la publicité. Les gaspillages qui en résultent sont considérables, alors que nous sommes toujours sous la loi de la rareté, et que nous n'apercevons pas le terme au-delà duquel nous pourrions nous en libérer.

Le déterminisme social de la consommation alimentaire tend à se déployer sur le plan international. Avec le développement des échanges et des communications, les habitudes alimentaires des pays industriels se diffusent dans les concentrations urbaines des pays en voie de développement ; elles vont y constituer souvent un modèle de référence plus ou moins conscient. Les conserves et le soda, et même le pain et le vin, viennent ainsi perturber profondément des équilibres alimentaires qui, pour être fragiles, étaient généralement bien adaptés à des économies rurales de pénurie. Il est en effet frappant de constater que les modes alimentaires traditionnels comportaient fréquemment des denrées insolites et des techniques de préparation dont le sens diététique restait inconscient, mais qui permettaient d'équilibrer l'alimentation de ceux qui les pratiquaient.

Découvertes par la sagesse populaire, codifiées par l'expérience, des coutumes qui maintenaient le plus souvent un équilibre précaire ont été bousculées par de nouvelles habitudes, imitées en général de l'occident, sans que les conditions d'un nouvel équilibre alimentaire soient réunies. La généralisation des boissons gazeuses dans les campagnes les plus arriérées des pays pauvres est la meilleure illustration de l'importance de consommations symboliques coûteuses mais d'une valeur nutritionnelle très faible.

Notre comportement alimentaire obéit ainsi non seulement à des facteurs physiologiques mais à une forte pression sociale. Les développements de la biologie nous permettent d'évaluer à l'intérieur de quelles marges elle peut jouer.

Il existe, en effet, un seuil en-dessous duquel les besoins essentiels ne sont pas satisfaits et, comme nous l'avons vu, des déficiences apparaissent. Il existe également un plafond au-dessus duquel les divers nutriments provoquent des effets toxiques. Mais à l'intérieur des marges ainsi définies, il est aujourd'hui admis que l'homme peut vivre actif et en bonne santé à des niveaux nutritionnels très variables.

Cette notion simple mais profonde de la pluralité des équilibres nutritionnels possibles au-delà d'un seuil minimal a des conséquences fondamentales. L'homme choisit son type alimentaire tout autant qu'un type alimentaire conditionne un type d'homme. L'homme est, dans une large mesure, ce qu'il mange. "Une société se construit autour de la façon dont elle produit et consomme ses aliments" observait déjà Platon dans la République. De même que les prêtres d'Amon définirent comme Egyptiens ceux qui buvaient l'eau du Nil, premier critère d'une société sédentaire, de même sommes-nous des hommes de la viande, du riz, du millet. Parvenir ou revenir à un équilibre nutritionnel dans une société, c'est donc à la fois choisir un équilibre possible et engager un processus global, social, économique et politique qui met en jeu la culture même de cette société. Réaliser l'unité d'une solidarité internationale dans la diversité régionale des modes de vie, n'est-ce pas là le grand défi que la planification alimentaire nous lance, le sens de vos efforts et la signification profonde de l'organisation internationale qui nous réunit aujourd'hui ?

La définition d'un nouvel équilibre nutritionnel passe ainsi par une action sur les conditions d'existence comme sur les habitudes alimentaires, dans le respect de l'identité culturelle de chaque groupe social. Sans me dissimuler les difficultés de cette tentative ni les différences de situation, je voudrais essayer d'esquisser quelques perspectives de cette action.

o
o o

La lutte contre les maladies liées à l'alimentation dans les sociétés industrielles, contre ces maladies du "savoir-vivre", implique à la fois une nouvelle conception de la médecine, une action collective, un effort individuel.

A côté de la lutte par l'appareil de soins, qui doit se poursuivre sans perdre de son intensité parce que certains maux demeurent et qu'ils ne pourront jamais être combattus que par lui, une nouvelle forme de médecine doit se développer : une médecine qui aura perdu sa blouse blanche.

Les réflexions actuelles sur la médecine psychosomatique, la médecine fonctionnelle, la médecine générale répondent à ce besoin d'une médecine du savoir-vivre, liée directement au savoir-manger. Cette médecine est une médecine de patience et de persuasion : le médecin doit être à l'écoute du patient, lui faire prendre conscience de la nécessité d'une mutation profonde de son comportement et lui faire comprendre pourquoi et comment modifier son régime alimentaire.

Cette médecine ne doit plus s'appliquer au lit du malade, mais bien dans la vie de tous les jours, là où les gens vivent et là où ils travaillent, là où les enfants jouent et là où les familles mangent. Il faudra créer des conditions de vie qui permettent l'épanouissement de chacun, et susciter les habitudes de vie qui déjouent les atteintes de la maladie. La collectivité comme l'individu doivent prendre leur part de cet effort.

La collectivité doit mettre chacun de ses membres en mesure d'exercer les choix qui lui permettront de vivre en bonne santé. Si la santé, c'est l'homme tout entier, l'action pour la santé, c'est la collectivité tout entière. Le dessin de nos villes encourage ou réduit à néant les échanges entre leurs habitants, multiplie les dangers sur le chemin de

l'école ou au contraire protège les écoliers, permet l'exercice des jeunes et la promenade des plus vieux, ou au contraire, les enferme dans le béton. Il détermine ainsi, plus directement qu'il n'y paraît, le nombre des maladies psychiatriques, celui des accidents, celui des maladies cardio-vasculaires. Il en est de même pour tout ce qui fait l'environnement de la vie : qualité de l'habitat, du lieu de travail, rythme scolaire, organisation du travail.

Nous sommes restés trop attachés à une culture dont les contours ont été définis au siècle dernier ; le monde a évolué, et les jeunes ne peuvent plus toujours utiliser cette culture qu'ils reçoivent pour se situer dans un univers transformé, et s'épanouir dans des collectivités dont souvent les lois d'organisation leur échappent. L'enseignement devrait ainsi porter sur la bonne utilisation des choses.

Au-delà de la collectivité, c'est l'individu lui-même qui devra, dans bien des cas, trouver ou retrouver un équilibre individuel dont l'alimentation est un élément essentiel sur le plan physique, culturel et social. Les maladies du savoir-vivre ne peuvent être évitées et stabilisées que si le comportement dans son ensemble est modifié. Il faut bouleverser des habitudes alimentaires, dominer ses anxiétés, apprendre à user du temps de loisir. Il faut écouter Montaigne : "Il n'est rien si beau ni science si ardue que de bien et naturellement savoir vivre cette vie ... et de nos maladies, la plus sauvage, c'est mépriser notre être".

C'est une nouvelle façon de vivre, de manger, de communiquer, que chacun devra pouvoir inventer.

Et d'abord, plus attendre de soi-même et moins de la technique. Une expression devenue proverbiale a cours dans nos pays. "La santé n'a pas de prix", dit-on pour justifier la mise en oeuvre des moyens de soins les plus considérables pour combattre la maladie.

Certes, ce prix doit être payé. Mais cette formule devrait aussi justifier l'effort de chacun pour protéger sa santé en renonçant aux habitudes de vie qui la ruinent.

Dans les pays en voie de développement, la responsabilité propre de chacun joue aussi un rôle dans la lutte contre la malnutrition. Ce recours à un même principe d'action dans la lutte contre des maux aussi différents que ceux qui naissent des déficiences et ceux qui naissent des excès ne doit pas choquer. Nous ne faisons que retrouver la nécessaire liberté de l'homme. Chaque peuple doit trouver ou retrouver les règles et les rythmes de son développement. Son effort propre, conduit suivant son propre génie, peut seul, à long terme, lui permettre en toute certitude d'assurer sa subsistance.

La malnutrition ne peut être utilement combattue que par des actions proches des intéressés eux-mêmes, qui mobilisent les hommes et les femmes du pays et s'adaptent aux conditions locales.

La médecine a permis de réduire les grandes épidémies, ainsi que la mortalité infantile. C'est là un des très grands progrès de l'humanité, incontestable bien qu'encore inachevé. Pour réduire le déséquilibre démographique qui en est résulté, la médecine n'offre que les ressources du contrôle des naissances. Celui-ci touche aux libertés les plus élémentaires et aux conduites les plus intimes de chaque être. C'est à chaque population, compte tenu de ses croyances, de ses habitudes sociales, de ses possibilités réelles, de le mettre en application, de décider d'y avoir ou non recours.

Quelle que soit l'option retenue dans ce domaine, la mère et l'enfant nouveau-né sont l'avenir même de toute population. Les actions qui les concernent doivent se voir reconnues la priorité sur toute autre. Elles doivent être concentrées sur les périodes critiques pour la santé de l'enfant. Les mères enceintes constituent environ 1 pour cent de la population des pays en voie de développement ; c'est un groupe restreint et facile à identifier, qui peut faire l'objet d'efforts particuliers. Les problèmes de la période de sevrage doivent être prévenus par une action de vulgarisation entreprise dès le moment de la naissance.

La petite enfance a, jusqu'ici, été quelque peu tenue à l'écart des distributions d'aliments qui se sont surtout faites à une classe d'âge déjà plus avancée par le biais de l'école. D'autres modalités permettraient d'atteindre les moins de cinq ans et de faire reculer les formes de sous-alimentation manifestes ou latentes. La baisse rapide de la mortalité infantile est due surtout aux grandes mesures d'hygiène publique et aux

applications les plus faciles de la médecine dans la lutte contre les maladies endémiques. Elle bute désormais sur le noyau dur de la malnutrition. Dans certains groupes, celle-ci pourrait actuellement s'aggraver et la tendance au recul de la mortalité risque ainsi d'être renversée.

L'ensemble des réflexions qui ont abouti au concept de planification intégrée de la nutrition regroupant les programmes de développement autour d'objectifs nutritionnels apparaissent maintenant comme la voie la plus prometteuse. C'est aussi la plus difficile. Elle oblige à revoir beaucoup de priorités et de méthodes admises jusque là, elle impose des critères très rigoureux dans l'allocation des ressources, elle conduit à mettre l'accent sur les questions de redistribution et d'emploi. Elle montre bien que c'est d'abord sur ses propres ressources que chaque pays devra compter pour faire face aux besoins nouveaux, même si les ressources extérieures doivent fréquemment constituer un complément pendant les premières phases du développement.

Les transferts alimentaires, en effet, restent encore indispensables. Ils posent des questions difficiles, aussi bien sur la conduite à suivre par ceux dont ils émanent, que sur l'attitude que doivent adopter ceux qui en sont les bénéficiaires.

Quelques principes, de simple bon sens, ne doivent pas être oubliés.

Les facteurs sociaux et culturels jouent un rôle essentiel dans l'alimentation. Chaque peuple a sa propre façon de se nourrir, et les normes trop abstraites et trop générales ignorent la richesse des coutumes et des habitudes. Il faut donc donner à chacun, dans la conduite même des transferts de ressources, les moyens de préserver son identité, sa manière propre de s'alimenter, en résistant aux modèles extérieurs qui ne correspondent ni aux habitudes locales ni au respect de sa personnalité.

Cette pluralité des coutumes alimentaires doit se traduire concrètement dans les modalités de l'aide. Celles-ci doivent tenir le plus grand compte des besoins médicaux, mais aussi des habitudes et des attitudes sociales des populations qui la reçoivent. C'est ainsi qu'au cours de la lutte contre une famine récente, ces contraintes ayant été oubliées, la distribution de poudre de lait s'est soldée par un grave échec. En raison des habitudes de la population, et aussi des difficultés locales de préparation, les stocks de poudre distribués sont restés inutilisés.

Cet exemple doit servir d'avertissement. Il invite à vérifier que les solutions retenues sont toujours adaptées au problème posé.

Peut-on, du côté des privilégiés, imaginer d'imposer une restriction de la consommation, afin de dégager des excédents de ressources qui pourraient être transférées à d'autres ? Ainsi, certains suggèrent de limiter de façon autoritaire la consommation de viande, ce produit n'étant obtenu que par une transformation très peu rentable du grain.

Cette proposition est généreuse, mais difficile à mettre en pratique. Le rationnement de certains produits alimentaires se traduirait, en effet, par la multiplication de circuits parallèles, sources d'inflation et de gaspillage, et il perturberait de plus les circuits de commercialisation et de production des autres denrées. De proche en proche, l'ensemble des productions alimentaires pourraient être désorganisées. Enfin, on peut douter de l'efficacité d'une mesure de cette nature, prise par la contrainte.

Je ne voudrais pas entrer dans les délicats problèmes que pose l'organisation même de ces transferts, qui sont du ressort des gouvernements.

Mais parlant comme une femme attentive aux difficultés de ce monde, je dois dire que la constitution de stocks qui permettraient d'enrayer rapidement des famines menaçantes honorerait les pays qui pourraient y consacrer une partie de leurs ressources. Il faudrait sans doute les constituer à l'intérieur d'une organisation plus vaste portant sur les marchés. Des transferts réguliers, permanents, apporteraient en effet des progrès. Encore faudrait-il qu'il ne s'agisse pas de liquider des surplus pour régler des problèmes de surproduction des pays développés. Des courants commerciaux artificiels et brutaux peuvent briser les structures traditionnelles de production ; lorsqu'ils cessent, il ne reste parfois que des cultures vivrières à l'abandon. Les hauts rendements occidentaux ne doivent pas créer ailleurs la friche et le taillis. Ils doivent correspondre à un besoin, défini par l'acheteur ou le bénéficiaire, et par lui seul. L'existence dans le monde de plusieurs ateliers de production indépendants les uns des autres, constitue de ce point de vue une garantie puisqu'elle permet d'exercer un choix.

Ainsi, ni un rationnement imposé, ni un rationnement volontaire de la consommation alimentaire des sociétés industrielles ne peuvent permettre d'augmenter, de façon automatique, les ressources alimentaires des pays en voie de développement. Le progrès vers

une solidarité internationale en matière alimentaire passe d'abord par une prise de conscience par les consommateurs des pays industrialisés de leur situation vis-à-vis du monde en voie de développement. L'acte de partage tire sa justification de la morale, et la contrainte lui enlèverait toute signification. Cette prise de conscience accrue doit s'inspirer d'une certaine éthique : celle de la solidarité de tous les hommes devant l'acte fondamental de la survie, celui de manger.

Il est maintenant essentiel d'abolir les privilèges des pays industriels. C'est d'abord une obligation morale. Les déséquilibres que nous avons relevés tout au long de ces réflexions sur la situation de l'homme devant sa nourriture et sa santé, ces incohérences qui font que là s'accroissent les richesses alors qu'ici surgit la famine, ces partages léonins entre ceux qui sont d'abord les enfants d'une même terre, ne sont plus tolérables. C'est ensuite notre sécurité même qui est en jeu.

En l'absence d'un large mouvement de redistribution de la santé et de la nourriture, la situation du monde deviendra vite explosive et ainsi seraient remises en cause la paix et la sécurité. C'est enfin l'équilibre économique du monde qu'il faut assurer. Il est indispensable que des courants commerciaux nouveaux s'établissent entre pays industrialisés et pays en voie de développement, renouvelant les courants actuels établis pour l'essentiel entre les nations les plus développées.

De nombreux efforts en ce sens ont déjà été accomplis au cours des dernières années. Il faut les amplifier.

L'aide, dans ses deux modalités - multilatérale et bilatérale - doit être développée, avant tout pour apporter aux pays en voie de développement les moyens de leur propre croissance. Les marchés de matières premières doivent être organisés afin de parvenir à la régularisation des cours et à la stabilisation des recettes extérieures.

Les pays en voie de développement doivent avoir leur juste part dans la création de nouvelles liquidités internationales. Enfin, les transferts de technologie doivent permettre à ces pays d'acquérir rapidement les outils nouveaux dont ils souhaitent pouvoir disposer.

C'est la voie - permettez-moi de la dire en terminant - que la France a recommandé de prendre depuis de longues années. Le Président POMPIDOU avait, à maintes reprises, convié la communauté internationale à s'y engager. Le Président GISCARD D'ESTAING, à Kinshasa, a montré la nécessité d'entreprendre l'édification d'un "nouvel ordre économique mondial". La France a voulu y contribuer en cherchant à nouer le dialogue entre le Nord et le Sud et en appelant ainsi la communauté internationale à une coopération renouvelée.

La sécurité alimentaire et le minimum vital de tous les habitants de la planète seront au coeur des problèmes des générations à venir. Notre capacité à mobiliser collectivement les techniques dont nous disposons pour les assurer constitue la meilleure garantie d'une paix durable. Quelle paix serait en effet possible dans un monde où le scandale premier, celui des ventres repus au milieu des ventres vides, irait en s'aggravant ? La civilisation globale qui se crée chaque jour de la multiplication des échanges et des communications, et du contact des hommes, doit trouver son principe éthique dans la dignité fondamentale de chaque membre de l'espèce, qu'il lui importe de garantir en le libérant de la faim.

Partout où nous avons trouvé ce qui l'écrase, il nous faut retrouver l'homme. Partout où sa force vacille, il nous faut porter le souffle de la vie.

o
o o